

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

(C. P. S.)



SOMMAIRE

ARTICLE N° 01 : OBJET DU MARCHÉ ET MODE DE PASSATION
ARTICLE N°02 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ
ARTICLE N°03 : AUTRES TEXTES APPLICABLES.
ARTICLE N°04 : NATURE DES PRIX
ARTICLE N°05 : CARACTÈRE DES PRIX
ARTICLE N° 06 : DROITS DE TIMBRES ET ENREGISTREMENT
ARTICLE N° 07 : DÉLAI D'EXÉCUTION
ARTICLE N° 08 : PÉNALITÉS DE RETARD
ARTICLE N° 09 : RETENUE À LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ÉTRANGERS NON
RÉSIDENTS AU MAROC
ARTICLE N° 10 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DÉFINITIF
ARTICLE N° 11 : RÉCEPTIONS PROVISOIRE ET DÉFINITIVE
ARTICLE N° 12 : MODE DE RÈGLEMENT
ARTICLE N° 13 : MODALITÉS ET DÉLAI DE PAIEMENT
ARTICLE N° 14 : BREVETS
ARTICLE N° 15 : SOUS TRAITANCE
ARTICLE N° 16 : DOMICILE DU TITULAIRE
ARTICLE N° 17 : VALIDITÉ DU MARCHÉ
ARTICLE N°18 : DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ
ARTICLE N° 19 : DÉLAI ET RETENUE DE GARANTIE
ARTICLE N° 20 : RESTITUTION DES CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DÉFINITIF
ARTICLE N° 21 : MOYENS
ARTICLE N° 22 : NANTISSEMENT
ARTICLE N° 23 : ASSURANCE ET RESPONSABILITÉS
ARTICLE N° 24 : RÈGLEMENT DES CONTESTATIONS
ARTICLE N° 25 : RÉSILIATION DU MARCHÉ
ARTICLE N° 26 : VERSEMENT À TITRE D'AVANCE AU TITRE DU MARCHÉ
ARTICLE N° 27 : MESURES CORRECTIVE
ARTICLE N° 28 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTÉRÊTS
ARTICLE 29 : PROMOTION DE L'EMPLOI LOCAL



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché n° / 2026

Passé en application de l'article n° 19 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés :

D'une part :

L'OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL (O.F.P.P.T.),
représenté par son Directeur Général,

Et,

D'autre part :

La société :

- Titulaire du compte (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à.....(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu :
- Affiliée à la CNSS sous le n° :
- Inscrite au registre de commerce de(localité) sous le n° :
- Patente n° :
- Identification fiscale n° :
- Identifiant commun de l'Entreprise (ICE) n° :
- Représentée par :

Monsieur

Agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.



ARTICLE N° 01 : OBJET DU MARCHÉ ET MODE DE PASSATION

Le présent marché a pour objet la formation et la certification des auditeurs de l'OFPPT dans le domaine de l'audit des Systèmes de Management des Organismes d'Éducation/Formation, conformément aux exigences de la norme ISO 21001 : 2025 ou équivalente, et en s'appuyant sur les lignes directrices de la norme ISO 19011 ou équivalente. Les prestations à réaliser au titre du présent marché en lot unique consistent en ce qui suit :

1. Formation « Lead Implementer » à la norme ISO 21001 ou équivalente – au profit de 60 auditeurs

Cette formation vise à doter les participants des compétences nécessaires à la mise en œuvre d'un système de management conforme à la norme ISO 21001 ou équivalente.

- Comprendre les principes, les objectifs et les exigences de la norme ISO 21001 ou équivalente ;
- Planifier, mettre en œuvre et maintenir un système de management dans un organisme d'éducation/formation ;
- Évaluer l'efficacité du système et identifier les axes d'amélioration.

2. Formation aux exigences de la norme ISO 19011 ou équivalente– au profit des 60 auditeurs

Cette formation a pour but de renforcer les compétences des auditeurs en matière de conduite des audits de systèmes de management selon la norme ISO 19011 ou équivalente.

- Comprendre les principes et exigences de la norme ISO 19011 ou équivalente;
- Planifier, réaliser, documenter et suivre un audit de système de management des organismes de formation;
- Évaluer l'efficacité d'un système de management et formuler des recommandations d'amélioration.

3. Certification de 12 auditeurs en tant que Lead Auditor des Systèmes de Management des Organismes d'Education/Formation

Cette prestation comprend la sélection, la formation complémentaire et la certification de 12 auditeurs selon un processus conforme aux exigences internationales.

Il est passé en application de l'alinéa 1 du paragraphe I-1 et de l'alinéa a) du paragraphe I-3 de l'article 19 et de l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du décret des marchés publics.

ARTICLE N°02 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents contractuels sont par ordre de priorité :

- 1) L'acte d'engagement ;
- 2) Le présent cahier des prescriptions spéciales (y compris le cahier des spécifications techniques) complété par l'offre technique du titulaire ;
- 3) Le bordereau des prix - détail estimatif ;
- 4) Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Études et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit dans règlement relatif aux marchés publics de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion de Travail, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE N°03 : AUTRES TEXTES APPLICABLES.

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions notamment des textes suivants :

- 1- Le Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics ;



- 2- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).
- 3- La loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes (B.O. n°5170 du 18/12/2003) ;
- 4- Le Décret Royal n° 330-66 du 10 Moharrem 1387 (21 Avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- 5- Le dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- 6- Le dahir n°1.85.347 du 20/12/1985 relatif à l'institution générale de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ;
- 7- L'arrêté 2-3663 du 13 /07/2005 portant organisation financière et comptable de l'OFPPT ;
- 8- Les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires ;
- 9- La décision du Ministre des Finances et de la Privatisation - DEPP n° 2-0610 du 26 Février 2008 fixant le visa préalable du contrôleur d'Etat de l'OFPPT pour les marchés de fournitures et de prestation de service dont le montant est supérieur à 1 000 000,00 DHS ;
- 10- L'arrêté du ministre délégué au profit de la ministre de l'Économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 Juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics.

Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date limite de réception des offres.

ARTICLE N° 04 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix ou bordereau des prix détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

ARTICLE N°05 : CARACTERE DES PRIX

Les prix des prestations objet du présent marché sont fermes et non révisables.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

ARTICLE N°06 : DROITS DE TIMBRES ET ENREGISTREMENT

Le titulaire acquitte les droits de timbre dus au titre du marché conformément à la législation en vigueur.

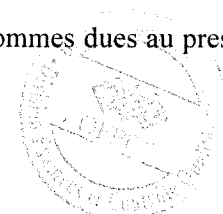
ARTICLE N° 07 : DELAI D'EXECUTION

Le délai contractuel pour l'exécution des prestations objet du présent marché est de **quatre (04) Mois** hors les mois d'août. Il commence à courir à compter du lendemain de la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement de ces prestations.

ARTICLE N°08 : PENALITES DE RETARD

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un pour mille (1/1000) par jour calendaire de retard à partir de la date de notification par courrier électronique, calculé sur la base du montant **initial du marché**, avec prise en compte des éventuels avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire de services.



L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de services de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Le montant global des pénalités au titre des retards est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable du titulaire et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG.

ARTICLE N°09 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des prestations réalisées au Maroc dans le cadre du marché.

ARTICLE N°10 : CAUTIONNEMENTS PROVISoire ET DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à : **4320 DH**

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 24 du Décret n°2-22-431 du Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article 16, paragraphe 1 du CCAG-EMO.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial maximum du marché.

Si le prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours qui suivent la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis au maître d'ouvrage.

Le cautionnement définitif peut être saisi éventuellement conformément aux dispositions de l'article 15, paragraphe 2 du CCAG -EMO.

Le cautionnement définitif sera restitué, sauf les cas d'application de l'article 52 du CCAG-EMO, ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois (3) mois suivant la date de la réception définitive des prestataires s'il a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 16, paragraphe 2 du CCAG -EMO.

ARTICLE N°11 : RECEPTION PROVISoire ET DEFINITVE

1. Réception provisoire :

Les différentes prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues dans le marché.

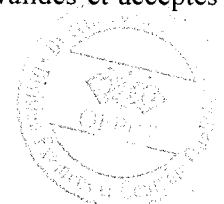
L'OFPPT se réserve un délai d'un mois pour examiner chaque document provisoire, défini dans les termes de références, produit par le titulaire et formuler les remarques éventuelles. Ces remarques seront notifiées au titulaire pour lui permettre de procéder aux corrections nécessaires.

Le titulaire dispose d'un délai de sept (07) jours pour répondre aux observations formulées par l'OFPPT et produire le document final.

D'autre part, un projet de rapport final sera soumis à l'OFPPT, qui se réserve un délai de (15) quinze jours pour l'examiner et autoriser son édition définitive avec ou sans modification.

La réception provisoire est prononcée dès la réception des différents livrables demandés validés et acceptés par l'Office.

NB : Ces divers délais ne sont pas inclus dans le délai contractuel d'exécution du Marché.



2. Réception définitive :

Au vu de la nature des prestations du présent marché, les réceptions provisoire et définitive seront confondues et la réception définitive sera prononcée dès validation et acceptation de toutes les prestations prévues incombant au titulaire.

ARTICLE N°12 : MODE ET DELAI DE REGLEMENT

a. Mode de règlement

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées après service fait et par application des prix unitaires définis et établis pour chaque prix par le titulaire aux quantités réellement exécutées et réceptionnées, conformément aux descriptions figurant au bordereau des prix – détail estimatif et aux conditions particulières du marché.

Les règlements de la prestation seront échelonnés de la manière suivante : 70 % à la validation de chaque phase, tandis que les 30 % restants seront libérés après la validation finale du projet. Ce processus de rémunération pour chaque étape de l'assistance technique sera conforme aux détails fournis dans le tableau ci-dessous :

N° phase	Phases du projet	Livrables attendus	Volume en J/E	Nombre d'expert/ Formateur	Délai d'exécution en Mois	Paiement
1	Phase 1 : Formation « Lead Implementer » à la norme ISO 21001 – au profit de 60 auditeurs	<ul style="list-style-type: none"> - L01 : Test de positionnement initial des compétences administré aux auditeurs, accompagné des résultats obtenus. - L02 : Programme de formation, support pédagogique et modèle de l'attestation de formation à délivrer à chaque participant. - L03 : Listes de présence et Attestations de formation des participants. - L04 : L'examen à blanc et les résultats de chaque participant ; - L05 : Liste nominative des 12 auditeurs sélectionnés pour la certification Lead Auditor. - L06 : Plan d'amélioration et renforcement pour les auditeurs non retenus à la certification Lead Auditor. 	6	2	2	Après validation des livrables de la phase 1 du projet
2	Phase 2 : Formation aux exigences de la norme ISO 19011 – au profit des 60 auditeurs	<ul style="list-style-type: none"> - L07 : Programme de formation, support pédagogique et modèle de l'attestation de formation à 	4	2	1	Après validation des

		délivrer à chaque participant. - L08 : Listes de présence et Attestations de formation des participants. - L09 : L'examen à blanc et les résultats de chaque participant ; - L10 : Plan d'amélioration et de renforcement des compétences au profit des auditeurs ayant obtenu des résultats non satisfaisants				livrables de la phase 2 du projet
3	Phase 3 : Certification de 12 auditeurs en tant que Lead Auditor des Systèmes de Management des Organismes d'Education/Formation	-L11 : Programme de formation, support de formation et modèle du certificat. -L12 : Planning des évaluations pour l'obtention de la certification « Lead Auditor des Systèmes de Management des Organismes d'Éducation/Formation, conformément à la norme ISO 21001 ou équivalente, et selon les lignes directrices de la norme ISO 19011 ou équivalente ».	2	1	1	Après validation des livrables de la phase 3 du projet
		-L13 : Certificats des 12 auditeurs certifiés avec les résultats des évaluations.				

b. Délai de règlement

En application de l'article 78-2 de loi n°69-21 relative aux délais de paiement, le délai de règlement des paiements est fixé à 120 jours à compter de la date du service fait (réception).

Le règlement des prestations réalisées ne devient exigible qu'à la suite de la constatation du service fait et le dépôt des factures auprès du bureau d'ordre de l'Office, au plus tard à la fin du mois de constatation du service fait ou du PV de réception.

Tout retard ou défaut de dépôt de la facture est passible d'une amende équivalente à l'amende applicable au MO dans le cadre la loi n° 69-21 précitée.



ARTICLE N°13 : MODALITES DE PAIEMENT

Le titulaire adressera à l'OFPPT les factures en cinq exemplaires portant le cachet et la signature du titulaire du marché pour les prestations réalisées.

Les sommes dues au titulaire seront réglées à son compte dont le numéro est précisé dans le marché.

Tout changement du numéro de compte doit faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE N°14 : BREVETS

Le titulaire garantira l'OFPPT contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet d'une marque commerciale ou des droits de création.

En cas d'actions dirigées contre le maître d'ouvrage par des tiers titulaires de brevets, modèles, dessins, marques de fabrique de commerce ou de services ou de prestations objet du marché, il sera fait recours aux dispositions de l'article 21 du CCAG-EMO.

ARTICLE N°15 : SOUS TRAITANCE

Le corps d'état principal ne pouvant faire l'objet de sous-traitance couvre l'ensemble des prestations.

ARTICLE N°16 : DOMICILE DU TITULAIRE

Le titulaire du marché est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans le délai de quinze (15) jours à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE N°17 : VALIDITE DU MARCHE

Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après sa signature par l'autorité compétente de l'OFPPT ou par son délégataire dûment désigné et son visa par le Contrôleur d'Etat, lorsque ledit visa est requis.

ARTICLE N°18 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

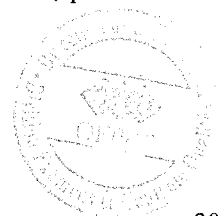
ARTICLE N°19 : DELAI ET RETENUE DE GARANTIE

Pour le présent marché il n'est prévu ni délai ni retenue de garantie.

ARTICLE N°20 : RESTITUTION DES CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF

En application des dispositions de l'article 16 du CCAG-EMO, le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché ou la caution qui le remplace est libérée après que le titulaire aura réalisé le cautionnement définitif.

Le cautionnement définitif est restitué, sauf les cas de l'application de l'article 52 du CCAG-EMO, par le maître d'ouvrage dans les trois (3) mois suivant l'achèvement du délai contractuel du marché.



ARTICLE N°21 : MOYENS

En application de l'article 18 du CCAG-EMO, le titulaire est tenu d'affecter à l'exécution des prestations objet du marché, les moyens en personnel et en équipement nécessaires à sa mission (Ressources humaines qualifiées, logistique, restauration de son personnel, outils ...etc).

Sauf dans le cas où l'OFPPT en aurait décidé autrement, le titulaire ne peut apporter aucun changement au personnel proposé dans son offre.

Si pour des raisons indépendantes de la volonté du titulaire, il s'avère nécessaire de remplacer un des membres du personnel, le titulaire présentera à l'agrément de l'OFPPT, une personne de qualification égale ou supérieure à celle dont le remplacement est demandé.

Si le maître d'ouvrage découvre qu'un des membres du personnel du titulaire s'est rendu coupable d'un manquement sérieux et/ou poursuivi pour délit ou crime ou s'il a des raisons suffisantes de n'être pas satisfait de la performance d'un des membres du personnel, le titulaire devra, sur demande motivée de l'OFPPT, fournir immédiatement un remplaçant dont les qualifications et l'expérience doivent, au moins, être égales à celles de la personne à remplacer.

- 1- Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de ces changements
- 2- Le titulaire est tenu de soumettre à l'agrément de l'OFPPT tout changement dans le planning d'intervention de son personnel affecté à l'exécution de la prestation objet du marché.

ARTICLE N°22 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement du marché, le Maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur sa demande et contre récépissé, une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché public, conformément aux dispositions du dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Directeur Général de l'OFPPT ou son délégataire ;
2. Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du futur marché ainsi qu'à bénéficier des nantissemments ou subrogations les renseignements, qui ont été prévus à l'article 8 du dahir susvisé, est le Directeur Général de l'OFPPT ou son délégataire ;
3. Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'OFPPT seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

Les frais de timbre et d'enregistrement de l'original du présent marché ainsi que de l'exemplaire unique sont à la charge du titulaire du marché.

ARTICLE N°23 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

Le prestataire de services doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations de services, les attestations de polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE N°24 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS

En cas de contestation entre l'administration et le titulaire, il sera fait recours à la procédure prévue par les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'Œuvre (CCAG-EMO).



Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis à la juridiction marocaine compétente statuant en matière administrative.

ARTICLE N°25 : RESILIATION DU MARCHÉ

Le marché peut être résilié par l'OFPPT de plein droit dans tous les cas de figure prévus par les textes en vigueur, le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'Oeuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002) et le règlement des marchés de l'OFPPT approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014).

ARTICLE N°26 : VERSEMENT A TITRE D'AVANCE AU TITULAIRE DU MARCHÉ

Conformément au décret 2-14-272 du 14 rajab 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière des marchés publics, le titulaire du marché n'a droit à aucune avance.

ARTICLE N°27 : MESURES COERCITIVES

Les dispositions de l'article 52 du CCAG-EMO et de l'article 142 du règlement des marchés de l'OFPPT approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014) seront appliquées.

ARTICLE N°28 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS


Le soumissionnaire de services ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le soumissionnaire de services ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 29 : PROMOTION DE L'EMPLOI LOCAL

Les marchés de travaux et de services autres que les études doivent contenir une clause en vertu de laquelle le titulaire du marché s'engage à recourir à la main-d'œuvre locale pour l'exécution des prestations objet du marché. Le cahier des prescriptions spéciales fixe le taux de recours à la main-d'œuvre locale dans la limite de vingt pour cent (20%) de l'effectif requis pour la réalisation de ces prestations. Au sens du présent article, on entend par « main d'œuvre locale » la main d'œuvre issue de la commune lieu d'exécution des prestations objet du marché ou, le cas échéant, de la préfecture ou de la province ou de la région.

LE SOUMISSIONNAIRE	LE MAITRE D'OUVRAGE
Lu et accepté	<p data-bbox="981 1541 1197 1572">Ahmed MARAH</p>  <p data-bbox="906 1769 1273 1800">Directeur de la Formation PI</p>



CAHIER DES SPECIFICATIONS TECHNIQUES

(C. S. T.)



SOMMAIRE

Contexte général

Consistance de l'assistance technique

Cadre de l'intervention

Déroulement de l'intervention

ANNEXES

Annexe N°01 : Tableau de répartition des formateurs sur les différentes phases du projet

Annexe N°02 : Bordereau des prix / Détail estimatif

Annexe N°03 : Modèle de curriculum vitae



1. Contexte général :

L'amélioration continue de la qualité de la formation repose sur l'efficacité du processus d'évaluation du dispositif qui nécessite la montée en compétences des auditeurs de l'OFPPT et en particulier la maîtrise du métier d'audit interne selon les standards en vigueur. Dans cette perspective, la mise en œuvre d'actions de formation et de certification des auditeurs qualité de l'OFPPT s'impose comme une nécessité stratégique. Elle vise à doter ces auditeurs des compétences requises pour accompagner les Établissements de Formation Professionnelle (EFP) dans la mise en place efficace de leurs Systèmes de Management des Organismes de Formation (SMOE), et pour auditer ces dispositifs conformément aux lignes directrices de la norme ISO 19011 : 2018 ou équivalente.

En tant qu'acteur central dans la formation professionnelle au Maroc, l'OFPPT a adopté une approche qui vise à assurer une gestion de la qualité rigoureuse de ses services, qui sera renforcer par la certification et la formation des auditeurs en ISO 19011 : 2018 et ISO 21001 : 2025 ou équivalentes. Cette démarche vise à instaurer un cadre méthodologique solide pour conduire les missions d'audit dans le contexte de l'amélioration continue. En suivant cette norme internationale reconnue, l'OFPPT s'engage à mettre en place des processus clairement définis, des indicateurs de performance pertinents tout en assimilant les meilleures pratiques en matière de gestion de la qualité.

L'adoption de ce projet permettra d'améliorer les compétences des auditeurs de l'OFPPT, garantissant ainsi une cohérence et une efficacité accrues dans la prestation de ses services de formation. En alignant ses pratiques sur les normes de qualité internationales, l'OFPPT vise à répondre de manière optimale aux besoins du marché de la formation professionnelle, assurant ainsi la satisfaction des stagiaires et des entreprises, contribuant ainsi à la croissance continue de l'économie marocaine.

2. Consistance de l'assistance technique :

Le volume de l'assistance technique destinée aux actions de formation et de certification des auditeurs de la qualité de la formation conformément aux normes ISO 21001 : 2025 et ISO 19011 : 2018 ou équivalentes est de 22 Jours ouvrables répartis sur une période de 04 mois hors le mois d'Août, selon les phases suivantes :

PHASES	Nombre de formateurs / Phase de projet	Volume en J/F	Durée du projet en Mois			
			M1	M2	M3	M4
Phase 1 : Formation « Lead Implementer » à la norme ISO 21001 ou équivalente – au profit de 60 auditeurs	2	6				
Phase 2 : Formation aux exigences de la norme ISO 19011 ou équivalente – au profit des 60 auditeurs	2	4				
Phase 3 : Certification de 12 auditeurs en tant que Lead Auditor des Systèmes de Management des Organismes d'Education/Formation	1	2				

- **Phase 1 : Formation « Lead Implementer » à la norme ISO 21001 ou équivalente – au profit de 60 auditeurs**

• Activités :

1) **Lancement de la phase**

- Réunion de cadrage avec l'OFPPT
- Validation du planning et des modalités de la formation

2) **Test de positionnement**

- Élaboration et passation du test
- Analyse et transmission des résultats



3) Elaboration du programme de formation

- Définition du programme de formation
- Préparation des supports de formation
- Préparation du modèle de l'attestation de formation

4) Mise en œuvre de la formation

- Animation des sessions de formation
- Accompagnement pédagogique des auditeurs

5) Organisation de l'examen à blanc / l'évaluation

- Conception et passation de l'examen / l'évaluation
- Analyse et communication des résultats

6) Sélection des auditeurs à certifier

- Établissement de la liste des auditeurs retenus (Choix par l'OFPPT en se basant sur les résultats de l'examen à blanc)

7) Évaluation des non-certifiés

- Identification des écarts de compétence
- Recommandations personnalisées pour amélioration

8) Clôture de la phase

- Réunion de restitution avec l'OFPPT
- Remise officielle des versions définitives des livrables L01 à L06

• Livrables :

Le prestataire doit fournir à l'OFPPT pour approbation après deux semaines au maximum de la réunion d'ouverture

/ Cadrage :

- L01 : Test de positionnement initial des compétences administré aux auditeurs, accompagné des résultats obtenus.
- L02 : Programme de formation, supports pédagogiques et modèle de l'attestation de formation à délivrer à chaque participant.

A la fin de la phase 1, le prestataire doit fournir à l'OFPPT pour approbation :

- L03 : Listes de présence et Attestations de formation des participants ;
- L04 : L'examen à blanc et les résultats de chaque participant ;
- L05 : Liste nominative des auditeurs sélectionnés pour la certification Lead Auditor ;
- L06 : Plan d'amélioration et renforcement pour les auditeurs non retenus à la certification.

• **Phase 2 : Formation aux exigences de la norme ISO 19011 ou équivalente– au profit des 60 auditeurs**

• Activités :

1) Elaboration du programme de formation

- Définition du programme de formation
- Préparation des supports de formation
- Préparation du modèle de l'attestation de formation

2) Mise en œuvre de la formation

- Animation des sessions de formation
- Accompagnement pédagogique des auditeurs



- 3) **Organisation de l'examen à blanc / l'évaluation**
 - Conception et passation de l'examen / l'évaluation
 - Analyse et communication des résultats
 - 4) **Évaluation des auditeurs ayant obtenus des résultats non satisfaisants**
 - Identification des écarts de compétence
 - Recommandations personnalisées pour amélioration
 - 5) **Clôture de la phase**
 - Réunion de restitution avec l'OFPPT
 - Remise officielle des versions définitives des livrables L07 à L10
- Livrables :

Le prestataire doit fournir à l'OFPPT pour approbation au moins une semaine avant le démarrage de la deuxième phase du projet :

- L07 : Programme de formation, support pédagogique et modèle de l'attestation de formation à délivrer à chaque participant.

A la fin de la phase 2, le prestataire doit fournir à l'OFPPT pour approbation :

- L08 : Listes de présence et Attestations de formation des participants.
 - L09 : L'examen à blanc et les résultats de chaque participant ;
 - L10 : Plan d'amélioration et de renforcement des compétences au profit des auditeurs ayant obtenu des résultats non satisfaisants
- **Phase 3 : Certification de 12 auditeurs en tant que Lead Auditor des Systèmes de Management des Organismes d'Education/Formation**
 - Activités :
 - 1) **Planification des processus de formation et de certification des 12 auditeurs**
 - Définition des calendriers de formation et d'évaluation (orale, écrite, pratique) ;
 - Préparation des supports de formation et d'évaluation ;
 - Répartition des 12 auditeurs sélectionnés par session ou groupe ;
 - 2) **Conduite des évaluations de certification**
 - Administration des épreuves
 - Suivi du déroulement des sessions dans le respect des critères de certification
 - 3) **Traitement et validation des résultats**
 - Analyse des résultats individuels
 - Approbation par le comité de certification
 - 4) **Remise des certificats**
 - Edition des certificats « Lead Auditor des Systèmes de Management des Organismes d'Education/Formation conformément à la norme ISO 21001 et selon les lignes directrices de la norme ISO 19011 » ;
 - Transmission officielle des certificats à l'OFPPT.



- Livrables :

Le prestataire doit fournir à l'OFPPT pour approbation au moins une semaine avant le démarrage de la troisième phase du projet :

- L11 : Programme de formation, support de formation et modèle du certificat.
- L12 : Planning des évaluations pour l'obtention de la certification « Lead Auditor des Systèmes de Management des Organismes d'Éducation/Formation, conformément à la norme ISO 21001 ou équivalente, et selon les lignes directrices de la norme ISO 19011 ou équivalente ».

A la fin de la phase 3, le prestataire doit fournir à l'OFPPT pour approbation :

- L13 : Certificats des 12 auditeurs certifiés avec les résultats des évaluations

2. Cadre de l'intervention :

L'intervention, objet de ce projet, est domiciliée au sein de la Direction de la Formation (DF) à Casablanca.

3. Déroulement de l'intervention :

➤ Méthode d'intervention :

Les soumissionnaires proposent leurs méthodes pour atteindre les objectifs et obtenir les résultats demandés. L'OFPPT attend des soumissionnaires l'indication de leur parfaite compréhension des contraintes liées à la mise en œuvre du projet et de la définition de leurs modes d'approche et de traitement.

L'offre doit présenter les CV des formateurs selon le modèle en **Annexe N°02** et préciser la répartition des formateurs proposés sur les différentes phases du projet en précisant le volume d'intervention de chacun en jours/expert en **Annexe N°03**.

Le soumissionnaire est tenu de préciser dans son offre **les activités à réaliser par les experts internationaux en dehors du Maroc**, ainsi que les durées et le planning de réalisation desdites activités.

Toute offre ne présentant pas de CV de formateurs techniques (métiers) au format de l'Annexe N°02 sera rejetée.

➤ Moyens à mettre en œuvre :

Pour mener à bien sa mission, le contractant s'engage à :

- Prendre en charge les frais liés à toute affectation, déplacement, équipement ou remplacement de personnel, ainsi que sa documentation.
- Mettre à disposition de la Direction de Formation les supports en papier et numériques après validation de chaque livrable et après chaque formation (Les documents devraient être imprimés sur du papier de qualité supérieure, garantissant une durabilité et une lisibilité optimales).

➤ Langue utilisée :

La langue utilisée durant l'intervention, tant dans les rapports oraux que dans les documents écrits, entre les responsables et agents de l'OFPPT et ceux du contractant sera la langue française.

➤ Calendrier de l'intervention :

La durée calendaire du projet est de 4 mois hors le mois d'Août.

Le soumissionnaire fera une proposition d'un calendrier d'exécution. Aucune modification de ce calendrier ne pourra survenir, après acceptation par l'OFPPT, sans accord préalable des deux parties contractantes.

➤ Lieux de l'intervention :

Le lieu de réalisation de la prestation est Casablanca.

NB : Les frais de tout déplacement sont à la charge du prestataire.



➤ **Concertation et suivi :**

Il sera institué un Comité de pilotage du projet dont la mission est de veiller sur le pilotage de la mise en œuvre du projet. Ce Comité, se réunira une fois par mois et à chaque fois que nécessaire.

➤ **Livrables attendus :**

L'ensemble des livrables liés au projet doivent être rédigés par le prestataire et remis en trois exemplaires papier, en plus de la version numérique modifiable.

Concernant les sessions de formation, le prestataire devra fournir à chaque participant un exemplaire de tous les supports de formation utilisés, ainsi que son attestation de formation et son certificat individuel, en nombre correspondant au nombre total de participants.

ANNEXES :

Annexe N°01 : Tableau de répartition des experts sur les différentes phases du projet

Annexe N°02 : Bordereau des prix / Détail estimatif

Annexe N°03 : Modèle de curriculum vitae



ANNEXE N°01 : Tableau de répartition des experts sur les différentes phases du projet

Phase projet	Nombre de (Jour/Formateur) (1)	Nombre de Formateurs (2)
Phase 1 : Formation « Lead Implementer » à la norme ISO 21001 ou équivalente – au profit de 60 auditeurs	6	2
Phase 2 : Formation aux exigences de la norme ISO 19011 ou équivalente – au profit des 60 auditeurs.	4	2
Phase 3 : Certification de 12 auditeurs en tant que Lead Auditor des Systèmes de Management des Organismes d'Education/Formation	2	1
Total de jours (3) = Somme des (1)*(2)	22	



ANNEXE N°02 : Bordereau des prix / Détail estimatif

Désignation des prestations	Nombre de (Jour/Formateur)	Nombre de Formateurs	Prix Unitaire (J/E) HTVA	Prix par phase HTVA
Phase 1 : Formation « Lead Implementer » à la norme ISO 21001 ou équivalente – au profit de 60 auditeurs	6	2		
Phase 2 : Formation aux exigences de la norme ISO 19011 ou équivalente – au profit des 60 auditeurs.	4	2		
Phase 3 : Certification de 12 auditeurs en tant que Lead Auditor des Systèmes de Management des Organismes d'Education/Formation	2	1		
Total (HTVA) :				
TVA (20%) :				
Total Général TVA Comprise :				

Fait à.....le

Signature et cachet du (concurrent)



ANNEXE N°03 : Modèle de curriculum vitae

Rôle proposé dans le projet :

Nom de famille :

Prénom (s) :

Date de naissance :

Nationalité :

Etat civil :

Diplômes :

Institution	Date de début- Date de fin	Titre (s) ou Diplôme (s) :	obtenu (s)

Connaissances linguistiques : Indiquer les connaissances sur une échelle de 1 à 5.

(1-niveau excellent ; 5-niveau rudimentaire)

Langue :	Lu :	Parlé :	Ecrit:

Appartenance à un organisme professionnel :

Autres compétences : (par exemple, connaissances informatiques, etc.)

Situation présente :

Année d'ancienneté auprès de l'employeur :

Qualifications principales : (pertinentes pour le projet)



Expériences spécifiques :

Expérience dans la formation des auditeurs à la norme (ISO 19011:2018 ou équivalente) *	Expérience dans la formation « lead Implementer » relative à la mise en place des SMOE conformément à la norme (ISO 21001:2018 ou équivalente)*	Pays	Date de début- Date de fin	Contenu	Entreprise

* : à cocher

Expériences professionnelles :

De (date à date)	Lieu	Entreprise	Fonction

Autres informations utiles (par exemple, publications)

